



Conférence thématique du MIASA 2023
Le rôle des institutions traditionnelles dans la promotion
d'une paix durable en Afrique
Institut des sciences de sociétés (INSS-CNRST)
Ouagadougou, Burkina Faso
30 novembre-2 décembre 2023



Introduction

Le continent africain a la réputation d'être le continent le plus coutumier des conflits, qu'ils soient intra-communautaires, intercommunautaires ou inter-étatiques. Ces conflits africains diffèrent selon leur intensité, leur durée et leur extension territoriale ainsi que leur nature¹. Nous observons aussi bien les conflits interétatiques que les conflits intraétatiques, les conflits armés que les conflits non armés, les conflits liés aux ressources naturelles que les conflits à caractère ethnique. Quoi qu'il en soit, les conflits ou les guerres ne sont pas une fin en soi, mais sont fondamentalement liées à la notion de paix. Selon Simmel (1908 : 336), les notions de conflits et de paix sont " tellement imbriquées que les conditions du combat futur sont constituées dans tout état de paix, et celles de la paix future dans tout combat ". Dans une situation de conflit, la paix, en particulier la paix durable, s'érige en un idéal dans lequel interviennent différents acteurs externes et internes comme protagonistes. Une fois acquise, la paix ne reste pas un fait pérenne, car comme le montre Vasquez (1993 : 266)², " certains types de paix ont assez bien réussi à éviter la répétition de la guerre, tandis que d'autres ont plutôt favorisé la reprise de la guerre ". En d'autres termes, la paix post-conflit peut elle-même porter les germes d'un retour à une situation de conflit plus intense. En définitive, dans le contexte d'une sortie de conflit, l'essentiel n'est pas d'obtenir une paix scellée entre les belligérants ou les acteurs du conflit, mais d'arriver à une situation où cette paix s'inscrit de manière durable dans les relations entre lesdits acteurs.

A ce sujet, Faget (2008 : 309) note une certaine évolution dans la manière de gérer les conflits politiques ces dernières années, étant donné que le " rôle traditionnel des diplomaties étatiques s'ajoutent ou se substituent de plus en plus fréquemment des modes de résolution plus consensuels et moins verticaux ". Ainsi, la gestion des conflits, la promotion du vivre ensemble et de la paix doivent prendre en compte tous les protagonistes, y compris les institutions traditionnelles, qui - de manière différente - sont souvent impliquées dans les conflits. Par " institutions traditionnelles " nous entendons ces institutions qui - contrairement à celles de l'Etat postcolonial - représentent un certain héritage socio-culturel issu de la société elle-même³ indépendamment du fait que cet héritage soit vrai, inventé ou imaginé⁴. "Traditionnel " ne signifie donc pas que les coutumes pratiquées proviennent d'un passé précolonial intact, qu'elles sont intemporelles, immuables et anachroniques. Les institutions traditionnelles prennent différentes formes : chefs, conseils, tribunaux, règles et normes coutumières, chefs spirituels. En tant qu'acteurs impliqués dans les conflits, ces institutions traditionnelles peuvent jouer différents rôles. Elles peuvent avoir contribué à l'émergence du conflit et compter parmi les parties au conflit ou agir en tant que médiateurs et contribuer ainsi à la gestion des crises sociales et politiques sur le continent. Cette conférence explorera les institutions traditionnelles dans leur complexité en tant qu'acteurs clés dans les conflits ainsi que leur contribution potentielle pour la promotion d'une paix durable en Afrique. La conférence invite des chercheurs de différentes disciplines à débattre une ou plusieurs des questions suivantes :

- Quel(s) rôle(s) les institutions traditionnelles jouent-elles dans les processus de paix et l'établissement d'une paix durable en Afrique ?

¹ HUGON, (Philippe), *Géopolitique de l'Afrique*, CEDES, 3ème édition, 2012, p. 183.

² Cité par Colson et Lempereur (2008), Op cit.

³ Englebert, Pierre (2002) : Born-again Buganda ou les limites de la résurgence traditionnelle en Afrique. *Journal of Modern African Studies*, 40(3), 345-368.

⁴ Ranger, Terence (1983) : L'invention de la tradition en Afrique coloniale. In : Hobsbawm, Eric & Ranger, Terence (Hg.), *The Invention of Tradition*. Cambridge : Cambridge University Press, 211-262).

- Dans quelle mesure les institutions traditionnelles peuvent-elles aggraver les conflits ?
- Que nous apprenne une perspective historique sur les différents rôles des autorités traditionnelles dans les processus de paix ainsi que leurs relations avec les acteurs étatiques et/ou internationaux ?
- Quelles sont les modalités de prise en compte des institutions traditionnelles dans les mécanismes nationaux et internationaux de résolution des conflits et de construction d'une paix durable ?
- Que nous apprend une perspective féministe sur le rôle des autorités traditionnelles dans les conflits ?
- Comment pouvons-nous imaginer l'avenir des institutions traditionnelles de médiation et de paix dans le futur africain ?

Organisatrices et organisateurs :

Dr Seidu Alidu, chef du département de sciences politiques, Université du Ghana, Legon, Ghana

Dr Susann Baller, directrice (Allemagne) du MIASA, Université du Ghana, Legon, Ghana et Institut historique allemand de Paris

Pr Ludovic Kibora, directeur de l'INSS-CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso

Dr Sarah Kirst, Domaine de recherche spécial / Transregio 138. Dynamiques de la sécurité. Les formes de sécurisation dans une perspective historiquesciences politiques, Université Philipps Marburg, Allemagne

Pr Augustin Loada, Université de Ouagadougou II, Burkina Faso

Dr Marko Scholze, coordinateur du programme de conférences du MIASA, Université Goethe de Francfort, Allemagne.

La conférence a lieu dans le cadre de l'Institut Merian pour les études avancées en Afrique (MIASA) qui a été financé en 2018 à l'Université du Ghana à Legon/Accra. La conférence fait partie du programme de sensibilisation du MIASA en collaboration avec l'Institut des sciences et des sociétés (INSS-CNRST) et l'Université Goethe de Francfort-sur-le-Main en Allemagne. Le MIASA est financé par le ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche. Pour plus d'informations, veuillez consulter : <https://www.ug.edu.gh/mias-africa/node/1>

Jour 1, 30 novembre 2023

- 9:00-9:45 Allocutions de bienvenue et introduction par :
Ludovic Kibora, INSS-CNRST
Susann Baller et Grace Diabah, directrices du MIASA, Université du Ghana, Accra
Infos sur l'organisation: Marko Scholze, coordinateur MIASA, Université Goethe de Francfort-sur-le-Main
Introduction
- 9:45-10:45 Keynote :
Bettina Engels : *Quel est le rapport avec l'autorité ? Autorité, pouvoir, légitimité et conflit*
- 10:45-11:15 Pause-café
- 11:15-12:00 **Panel 1 : Chefs, communautés et ressources : La pluralité des institutions et des enjeux traditionnels**
Dieter Neubert : *Chances et limites des autorités (néo-)traditionnelles dans les processus de construction de la paix. Un point de vue comparatif*
Sarah Yeukai Matanga : *Les chefs traditionnels, gardiens de la paix ou auteurs de conflits ? Une étude de cas du district rural de Mutoko au Zimbabwe*
Missa Millogo : *Place et rôle des nanamse moose Saaga, Kugri et Baongo dans les crises sociopolitiques au Burkina Faso (1945-2015)*
- 12:00-13:00 Pause déjeuner
- 13:00-14:00 **Panel 1 (suite)**
Yaovi Aziamate : *Communautés locales ouest-africaines et prévention des conflits liés aux industries extractives (IE)*
Anne Hennings : *Les institutions de la paix ? Autorités coutumières et réforme foncière d'après-guerre en Afrique de l'Ouest*
- 14:00-15:30 **Panel 2 : Approches juridiques coutumières de la résolution des conflits**
Seybou Djibo : *Rôle des écoles juridiques traditionnelles et musulmanes dans la stabilité des sociétés subsahariennes*
Veronica Fynn Bruey : *Poursuivre les ex-combattants du Libéria : Le rôle de la Palava Hut*
Meron Zeleke (en ligne) : *L'agence des femmes dans la construction de la paix : Singee, institution coutumière de résolution des conflits dirigée par des femmes en Éthiopie*
Evans Shoko : *Autorités traditionnelles, règles coutumières et paix de l'eau au Zimbabwe*
- 15:30-16:00 Pause-café

16.00-17.05 **Panel 3 : Parler de paix - pratiques de communication dans les conflits**

Nana Firmin : *Les institutions traditionnelles à l'épreuve des approches institutionnalistes : cas des usages politiques des alliances et parenté à plaisanterie au Burkina Faso*

Esther Phubon Chie : *Le rôle du multilinguisme dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix en Afrique*

Adwoa Owusuaa Bobie (avec Joann Thompson en ligne) : *Communiquer la paix ou la guerre ? Le rôle des vêtements de l'Asantehene dans la médiation de la crise de la chefferie de Dagbon*

19:00 Dîner de bienvenue en ville

Deuxième jour, 1er décembre 2023

6 :30-8 :00 Visite de la cérémonie du Moro Naba à Ouagadougou

9 :30-11 :00 **Panel 4 : La représentation de la paix en tant que pratique sociale intégrée**

Miédome Kam : *Kekole et le maintien de la paix chez les Jãana (Djan) au Burkina Faso*

Daniel Arvorgbedor : *La place de la performance Haló dans l'incitation et l'exacerbation des querelles entre groupes : Vers une initiative de paix durable dans une société post-conflit*

Pauline Kazembe : *"Je sais pourquoi l'oiseau en cage chante" : Une exploration féministe africaine du rôle de la gwenyambira féminine dans la promotion d'une paix durable dans le Zimbabwe d'après 2000*

Emmanuel Dassah (avec James Adam en ligne) : *Comblent le fossé de la paix : Explorer les rôles clés des institutions traditionnelles dans la résolution des conflits en Afrique*

11 :00-11 :30 Pause-café

11 :30-13 :00 **Panel 5 : Le rôle des femmes dans la résolution de la paix**

Lydia Amoah : *Que savent les femmes de la construction de la paix ? Le tribunal Asantehemaa et la résolution coutumière des conflits au Ghana*

Aisha Balarabe Bawa : *Les femmes et la gestion des conflits dans l'Igboland précolonial au Nigeria : L'exemple d'Umuada*

Ferdinand De Jong : *Séparatisme et l'occulte : le rôle des femmes dans le processus de paix au Sénégal*

Ada Djabou : *Femmes, pratiques culturelles et restauration de la paix dans les sociétés traditionnelles du Nord Cameroun*

13 :00-14 :00 Pause déjeuner

14 :00-16 :00 **Exposé et table ronde : Les organisations de la société civile et les institutions traditionnelles dans les processus de résolution des conflits - partenaires ou adversaires ?**

Article : Sophie Komujuni : Impact des programmes humanitaires internationaux et de consolidation de la paix sur l'autorité traditionnelle

Table ronde : Modérateur : Mamadou Traoré, ancien conseiller technique au ministère de la réconciliation nationale, chercheur au Centre pour la Gouvernance Démocratique /Institut des sciences des sociétés

Fatimata Oulima Sinare, Présidente du Réseau des Femmes pour la Paix de la CEDEAO au Burkina Faso

Yéri Alice Kambiré, Réseau ouest-africain pour la construction de la paix (WANEP)

Tégawendé Alfred Simporé, secrétaire général, Association Burkina Dambè Loudé (BDL)

Naaba Boalga de Dawelgué, chef de village, ancien ministre des affaires religieuses et coutumières

16:00-16:30 Pause-café

19:00 : Dîner commun en ville

Jour 3, 2 décembre 2023

9:00-10:05 **Panel 6 Les institutions traditionnelles dans les conflits armés**

Adam Sandor : *La contre-insurrection sur un fil : Gérer les menaces par le courtage au Niger*

Adetayo Olamide Sowale : *Institutions traditionnelles, insurrection de Boko Haram et opérations de contre-insurrection dans le nord-est du Nigeria*

Ibrahima Poudiougou (avec Marie Deridder en ligne) : *Autorités traditionnelles, élites locales et conflits dans le centre du Mali. Quelles transformations dans le temps long pour quels devenirs aujourd'hui ?*

10:05-10:30 Pause-café

10:30-11:00 Introduction au format World Café et à la répartition des groupes

11:00-12:00 World Café Partie 1

12:00-13:00 Pause déjeuner

13:00-14:30 Deuxième partie du World Café et préparation des résultats des groupes

14:30-15:00 Pause-café

15:00-16:00 Présentation des résultats des groupes en plénière, synthèse et clôture

19:00 Dîner d'adieu

Participants (par ordre alphabétique)

1. James Natia Adam, Associés pour le changement, Accra Ghana
2. Lydia Amoah, doctorante, Institut d'études africaines, Université du Ghana, Accra, Ghana
3. Daniel Avorgbedor, Institut d'études africaines, Université du Ghana, Accra, Ghana
4. Yaovi Aziamate, doctorant en droit, économie et gestion, Université de Lomé, Togo
5. Dr Aisha Balarabe Bawa, Département d'histoire, Université Usmanu Danfodiyo, Sokoto, Nigeria
6. Naaba Boalga de Dawelgué, chef de village, ancien ministre des affaires religieuses et coutumières, Burkina Faso
7. Dr Owusuaa Adwoa Bobie, Centre d'études culturelles et africaines, Université Kwame Nkrumah des sciences et technologies, Kumasi, Ghana
8. Dr Veronica Fynn Bruey, Centre des sciences sociales, Université d'Athabasca, Canada
9. Dr Esther Phubon Chie, Département de linguistique, Université de Bamenda, Cameroun
10. Emmanuel Zumabakuro Dassah, Département de philosophie et de religion, Université des études de développement, Tamale, Ghana
11. Dr Marie Deridder, Département d'anthropologie culturelle et d'ethnologie, Université d'Uppsala, Suède
12. Dr Ada Djabou, Histoire, Université de Yaoundé I/ENS, Cameroun
13. Seybou Djibo, Département d'histoire et d'études stratégiques, Université de Zinder, Niger
14. Prof Bettina Engels, Institut Otto Suhr de sciences politiques, Université FU de Berlin, Allemagne
15. Dr Nana Firmin, Sciences politiques, Institut des sciences des sociétés (INSS-CNRST), Ouagadougou, Burkina Faso
16. Dr Anne Hennings, Académie de la paix de Rhénanie-Palatinat, Université de Kaiserslautern-Landau, Allemagne
17. Dr Ferdinand de Jong, études critiques du patrimoine, anthropologie de la religion, New Europe College - Institute for Advanced Study, Bucarest, Roumanie
18. Miédome Kam, DEA de sociologie, Institut des sciences des sociétés (INSS-CNRST), Ouagadougou, Burkina Faso
19. Yéri Alice Kambiré, Réseau ouest-africain pour la construction de la paix (WANEP)
20. Pauline Mateveke Kazembe, Département des langues, de la littérature et de la culture, Université du Zimbabwe, Harare, Zimbabwe
21. Dr Sophie Komojuni, Département des sciences sociales, Université Mountains of the Moon, Fort Portal, Ouganda
22. Dr Sarah Yeukai Matanga, Faculté des arts et de l'éducation, Université ouverte du Zimbabwe, Marondera, Zimbabwe
23. Dr Missa Millogo, Département d'histoire, Université Nazi Boni, Bobo Dioulasso, Burkina Faso
24. Prof (em.) Dieter Neubert, Département de sociologie, Université de Bayreuth, Allemagne
25. Dr Ibrahima Poudiougou, Études internationales sur l'environnement et le développement, (projet financé par le CER, Landresponse), Université norvégienne des sciences de la vie, Norvège
26. Dr Adam Sandor, Département de sociologie, Université de Bayreuth, Allemagne
27. Dr Evans Shoko, Centre d'études africaines, Université du Cap, Afrique du Sud

28. Tégawendé Alfred Simporé, secrétaire général, Association Burkina Dambè Loudé (BDL)
29. Fatimata Oulima Sinare, présidente du Réseau des femmes pour la paix de la CEDEAO au Burkina Faso
30. Adetayo, Olamide Sowale, Doctorant, Département des relations internationales, Université Mc Pherson, Ogun State, Nigeria
31. Dr Joann Thompson, Centre d'études culturelles et africaines, Université Kwame Nkrumah des sciences et technologies, Kumasi, Ghana
32. Dr Mamadou Traoré, ancien conseiller technique au ministère de la réconciliation nationale, chercheur au Centre pour la Gouvernance Démocratique /Institut des sciences des sociétés (INSS-CNRST)
33. Dr Meron Zeleke, Centre des droits de l'homme, Université d'Addis-Abeba, Éthiopie

Résumés

Keynote

Bettina Engels : Quel est le rapport avec l'autorité ? Autorité, pouvoir, légitimité et conflit

Dans cet exposé, quatre concepts essentiels au débat sur les institutions traditionnelles et leur potentiel de paix sont décrits et mis en relation les uns avec les autres : Le pouvoir, l'autorité, la légitimité et le conflit. Les débats sur les crises sécuritaires actuelles dans les États du Sahel sont imprégnés des concepts libéraux et coloniaux de légitimité et d'autorité. En fin de compte, ces concepts servent à justifier des interventions de toutes sortes et à garantir des relations de pouvoir inégales à l'échelle mondiale. Dans cette optique, la question clé qui reste ouverte est de savoir comment créer des institutions, par qui et à quelle échelle, qui soient considérées comme légitimes par les populations concernées, et où la prise de décision ne se fait pas par le biais du pouvoir militaire ou de la richesse personnelle.

Résumés

Lydia Amoah : Que savent les femmes de la construction de la paix ? Le tribunal Asantehemaa et la résolution coutumière des conflits au Ghana

Le Ghana est considéré comme un pays pacifique, mais il est en proie à un certain nombre de conflits qui sont soit motivés par des considérations politiques, soit liés aux ressources, soit à la chefferie. Les relations entre les chefs traditionnels et l'État sont considérées comme complémentaires. Par exemple, le gouvernement en place peut les nommer à des comités consultatifs et à des conseils de sécurité. Par la suite, la position des chefs traditionnels est garantie par la loi ghanéenne de 2008 sur la chefferie (loi 759). Cette loi stipule que l'un des rôles des chefs traditionnels est de résoudre les conflits au sein de leurs différentes communautés. Dans cet article, je critique le discours dominant selon lequel les femmes sont des victimes de la guerre, en ignorant leur rôle possible en tant qu'agents de la paix, et j'examine plutôt la résolution des conflits par les femmes au niveau local. En référence à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui préconise la participation des femmes aux processus de paix, et à la théorie féministe de la paix et des conflits, qui adopte un point de vue féministe sur la paix, je soutiens que le tribunal Asantehemaa, situé dans la région Ashanti du Ghana, contribue à une paix durable. Le tribunal résout les litiges liés aux ressources, tels que l'accès aux terres et leur vente, les litiges domestiques, tels que les conflits conjugaux, et les litiges liés à la succession, tels que les lignes de succession défectueuses. Traditionnellement, les reines-mères Akan sont considérées comme des autorités politiques doubles des hommes. Par conséquent, elles font fonctionner leurs tribunaux coutumiers en complément de ceux de leurs chefs dans leur juridiction. Elles contribuent ainsi à la paix nationale au niveau local. L'avenir de ces tribunaux coutumiers est essentiel pour garantir que les voix des femmes soient entendues en cas de litige et illustre le rôle des reines-mères dans la médiation traditionnelle et les processus de paix. Enfin, ce document décrit la contribution des femmes à la résolution des conflits dans leurs communautés en montrant la capacité locale des femmes et l'application de divers mécanismes indigènes et éprouvés à la consolidation de la paix au Ghana.

Daniel Avorgbedor : La place de la performance Haló dans l'incitation et l'exacerbation des querelles entre groupes : Vers une initiative de paix durable dans une société post-conflit

Cet article examine un genre de spectacle unique et interdit connu sous le nom de haló chez les Anlo-Ewe, au Ghana, en se concentrant sur la manière et les raisons pour lesquelles les factions

ont utilisé de manière créative un mélange de narrations biographiques historiques et fictives afin d'inciter et d'exacerber les conflits intergroupes et interpersonnels. La performance, caractérisée par une dramaturgie extrêmement inventive, une caricature chorégraphiée et des aggravations, a souvent entraîné des violences physiques, des traumatismes personnels, des hostilités à long terme et des clivages sociaux. Malgré l'interdiction du gouvernement ghanéen en 1960, les graves ruptures sociales et interpersonnelles qui en découlent continuent de nuire aux relations sociales à l'époque contemporaine, tant au niveau intra-villageois qu'inter-villageois. La pertinence immédiate de cette proposition par rapport au thème de la conférence est illustrée par ce qui suit :

--Le Post-Haló est un exemple d'après-conflit dans lequel les questions et les ressources du conflit et de la construction de la paix sont imbriquées ;

--Exemple (i.e. haló) dans lequel les systèmes de juridiction indigène et gouvernemental n'ont réussi que partiellement à restaurer la paix et donc à empêcher un retour complet à la normale avant le halo.

--L'intégration des rituels indigènes dans la performance haló et dans les efforts de cessation ne souligne pas seulement les précarités socialement et psychologiquement transcendantes de la tradition de la performance, ils suggèrent également fortement ces voies et ressources comme des moyens indigènes valables qui devraient être intégrés à ceux officiels et novateurs (résumés ci-dessous)

--Hostilités atténuées, La suspicion, le traumatisme, la stigmatisation sociale et les clivages sociaux perdurent, les quartiers et les villages en conflit ne s'unissent pas face aux nouveaux contextes démographiques et sociopolitiques changeants), ce qui justifie amplement le recours à des moyens alternatifs pour rechercher, construire et maintenir la paix et de nouvelles formes de compréhension mutuelle.

L'article présente un argument qui recommande l'exploration minutieuse et systématique et l'institutionnalisation de mécanismes et de ressources de réparation et de consolidation de la paix qui s'appuient sur des modèles traditionnels de théâtre, de performance et de rituels indigènes de réconciliation et les dépassent de manière significative, en mettant l'accent sur leur maintien dans une société post-conflictuelle.

Yaovi Aziamate : Communautés locales ouest-africaines et prévention des conflits liés aux industries extractives (IE)

La nouvelle vague de découvertes de ressources naturelles partout sur le continent africain en général est susceptible de transformer les économies africaines. Les industries extractives (IE) participent en principe au développement local et territorial de diverses manières : par la fiscalité, les politiques sociales qu'elles appliquent à leurs salariés, le recours à des sous-traitants et fournisseurs locaux (des actions à visée socio-économique - volontaires et/ou imposées par les pouvoirs publics). Mais les IE présentent des défis majeurs pour la quasi-totalité des États ouest-africains. En effet, l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables (pétrole, gaz, minerais et bois d'œuvre) est souvent citée comme un vecteur important de déclenchement des conflits violents et de leur intensification dans le monde. Ces conflits sont plus susceptibles de survenir là où les communautés locales ont été systématiquement exclues des processus de prise de décision ou bien lorsque les avantages économiques sont concentrés entre les mains de quelques personnes. Le nombre de victimes des conflits témoignent du prix à payer par les sociétés menacées par la violence liée aux ressources naturelles, en cours ou émergente, et cette violence est aggravée par la fragmentation des relations, l'affaiblissement des institutions et la destruction des infrastructures. Des mesures doivent être prises pour prévenir de tels conflits, atténuer leurs effets à court et long terme et exploiter l'énorme potentiel des ressources naturelles pour reconstruire les sociétés suite aux conflits. L'implication des communautés locales dans l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables devrait être par conséquent une

priorité pour toutes celles et tous ceux qui sont engagés en faveur de la prévention des conflits et du développement durable comme objectifs à atteindre.

Adwoa Owusuaa Bobie et Joann Thompson : Communiquer la paix ou la guerre ? Le rôle des vêtements de l'Asantehene dans la médiation de la crise de la chefferie de Dagbon

La crise de la chefferie de Dagbon est l'un des conflits interethniques persistants qui ont retenu l'attention des gouvernements, des dirigeants politiques et des autorités traditionnelles dans le Ghana de l'après-indépendance. Depuis le début de la crise en 2002, les acteurs politiques ont eu recours à différentes stratégies démocratiques modernes d'arbitrage pour résoudre le conflit traditionnel, mais toutes se sont révélées vaines. En 2003, un comité de chefs éminents (CEC) composé de trois membres et présidé par l'Asantehene (roi Asante) a été mis en place pour arbitrer la crise. Bien que le CEC ait été confronté à des difficultés, il a finalement élaboré une feuille de route globale pour la paix en 2018, qui a conduit à la résolution finale du conflit. Si des études se sont penchées sur le rôle des chefs en tant qu'autorités traditionnelles et sur l'influence de leur rôle dans le processus (Gyampo, 2014 ; Abideen, 2022), elles n'ont pas reconnu le rôle des acteurs traditionnels non humains dans le processus de médiation. C'est pourquoi cette étude examine la manière dont l'Asantehene a utilisé ses vêtements comme forme de communication dans le processus de médiation. Les vêtements constituent des éléments de communication significatifs, symboliques et non verbaux qui transmettent des informations sur la personne qui les porte, l'événement ou la situation. Comme le langage, les vêtements sont culturellement construits avec des symboles vestimentaires qui articulent des informations situationnelles (Bohn, 2012 ; Tijana et al, 2017). L'Asantehene porte des étoffes Kente et Adinkra de fabrication particulière, non reproductibles, conçues par des tisserands sélectionnés pour symboliser la distinction et projeter des messages sur sa présence. L'étude examine donc comment les vêtements portés par l'Asantehene dans l'exercice de ses fonctions de médiateur de la crise de la chefferie de Dagbon ont influencé le processus de rétablissement de la paix. Nous affirmons que le roi a choisi intentionnellement ses vêtements, conscient de l'importance du message que les symboles artisanaux, les motifs de tissage et les combinaisons de couleurs communiquent dans sa position de médiateur.

Aisha Balarabe Bawa : Les femmes et la gestion des conflits dans l'Igboiland précolonial au Nigeria : L'exemple d'Umuada

Le continent africain a été ravagé par des tueries incessantes dues à des crises ethno-religieuses, des conflits et des guerres qui ont entraîné une déstabilisation, des déplacements de population et la destruction des infrastructures. La quête pour "faire taire les armes" a été largement motivée par la détermination à restaurer la paix et à prévenir les effets destructeurs des conflits violents. Les femmes et les enfants sont touchés de manière disproportionnée par les guerres telles que les violences sexuelles, les enlèvements, les mariages forcés et la traite des êtres humains. Pourtant, ils sont souvent absents ou sous-représentés lors des négociations de paix. C'est au vu de cette lacune que cet article vise à interroger le rôle des Umuada dans le règlement des différends dans l'Igboiland traditionnel. Bien que les recherches se soient largement étendues sur les initiatives de paix des femmes, les Umuada constituent une étude de cas unique car elles n'étaient pas seulement impliquées dans le dialogue de paix au sein du clan royal, mais également actives dans les processus de pacification à la base et dans les échanges entre les communautés. Le document utilise une approche descriptive parallèlement aux sources primaires et secondaires. La position de ce document est que les Umuada adoptent des stratégies pour construire la paix au sein de leurs communautés.

Veronica Fynn Bruey : Poursuivre les ex-combattants du Libéria : Le rôle de la Palava Hut

Le 30 octobre 2008, Charles McArther Emmanuel, alias Chuckie Taylor, fils de Charles Ghankay Taylor, ancien président du Liberia, a été condamné par le district sud de Floride pour torture et possession d'armes à feu lors de la commission d'un crime violent au Liberia. Emmanuel a été condamné à 97 ans de prison. Il s'agit du premier cas de torture commis par un citoyen américain dans un pays étranger. Le 6 février 2012, un juge de l'immigration de Batavia, dans l'État de New York, a ordonné l'expulsion de George Saigbe Boley, ancien dirigeant du Conseil libérien pour la paix, pour son rôle dans les violations des droits de l'homme commises pendant la guerre civile au Libéria. Dans le cas de Boley, c'est la première fois que les services d'immigration et des douanes des États-Unis accusent quelqu'un d'avoir recruté et utilisé des enfants soldats en invoquant l'interdiction de territoire. Le 26 avril 2012, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone a reconnu Charles Taylor coupable d'avoir aidé et encouragé le Revolutionary United Front et l'a condamné à 50 ans de prison. Le 30 janvier 2014, Jucontee Thomas Smith Woewiyu, ancien dirigeant du Front patriotique national libérien, a été inculpé par le district oriental de Pennsylvanie pour avoir menti sous serment afin d'obtenir la naturalisation en tant que citoyen américain. Martina Johnson, ancienne commandante du Front patriotique national, Agnes Reeves Taylor, ex-épouse de Charles Taylor, Jeffrey Gbatu, ancien membre du Conseil de rédemption du peuple, Mohamed "Jungle" Jabateh, ancien général du Mouvement uni de libération pour la démocratie, Alieu Kosiah et bien d'autres encore ont tous été arrêtés, reconnus coupables ou condamnés en Belgique, en Angleterre et aux États-Unis pour des crimes de guerre commis au Libéria au cours de la guerre civile qui a duré quatorze ans. En l'absence d'un tribunal spécial pour les crimes de guerre au Libéria, le rapport Vérité et Réconciliation (2009) a recommandé (entre autres) le Palava Hut, un mécanisme traditionnel de consolidation de la paix visant à favoriser le dialogue de paix et à reconstruire les relations brisées, la réconciliation nationale et la guérison en commençant par la base. Cet article examine l'efficacité du rôle de la hutte traditionnelle Palava dans la restauration de la justice et le maintien de la paix au Libéria.

Esther Phubon Chie : Le rôle du multilinguisme dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix en Afrique

La langue joue un rôle crucial dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix. C'est vrai dans le monde entier, mais plus encore en Afrique, qui compte plus d'un millier d'ethnies (Scholarblogs, 2023). Certains pays africains, comme le Cameroun, comptent plus de 240 langues maternelles majeures et deux langues européennes utilisées pour la communication officielle. Par conséquent, et bien que souvent ignorée, la maîtrise du multilinguisme est nécessaire pour maximiser l'utilité des institutions traditionnelles ou indigènes dans le processus de résolution des conflits et de consolidation de la paix en Afrique. Cette maîtrise est une condition sine qua non dans les efforts visant à résoudre et/ou à promouvoir une paix durable entre différents groupes ethniques, et donc linguistiques. Ces groupes sont courants et ont été liés à de nombreux conflits sur le continent. La guerre Nigeria-Biafra de 1967-1970, le nettoyage ethnique au Darfour, le conflit entre les Tutsis et les Hutus dans les années 1990 au Rwanda et le conflit anglophone actuel au Cameroun en sont des exemples. L'étude que je propose utilisera des données secondaires provenant de sources conventionnelles et en ligne pour mettre en évidence ce rôle et suggérer des mesures à prendre pour renforcer l'importance de la compétence multilingue en tant qu'outil de résolution des conflits et de consolidation durable de la paix dans un contexte linguistiquement pluraliste. Le document résultant de cette étude doit, entre autres, démontrer la capacité des compétences multilingues à : faciliter la communication et le dialogue ; instaurer la confiance ; améliorer l'analyse des conflits ; promouvoir l'inclusion ; attirer l'attention sur les questions de sensibilité culturelle ; prévenir les conflits ; faciliter la médiation et la négociation ; faciliter la réconciliation ; favoriser l'engagement de la communauté ; favoriser la reconstruction post-conflit ; faciliter les processus juridiques ; et garantir la durabilité

à long terme. L'importance de la langue est encore plus grande en Afrique en raison de la diversité ethnique et linguistique du continent. Il est donc essentiel de s'attaquer aux barrières linguistiques et de promouvoir des approches multilingues dans les initiatives de résolution des conflits et de consolidation de la paix afin d'obtenir des résultats significatifs.

Emmanuel Zumabakuro Dassah et James Natia Adam : Comblent le fossé de la paix : Explorer les rôles clés des institutions traditionnelles dans la résolution des conflits en Afrique

Dans la tapisserie complexe des conflits africains, les institutions traditionnelles sont à la fois des acteurs centraux et des agents de changement qui ont le pouvoir de perpétuer la discorde ou d'ouvrir la voie à une paix durable. Malgré leur influence indéniable, les rôles nuancés des institutions traditionnelles dans la résolution des conflits et les processus de paix restent mal compris et mal explorés. Les études existantes ne parviennent souvent pas à analyser de manière exhaustive la façon dont ces institutions naviguent sur le terrain complexe des conflits ou à fournir une vision holistique de leur potentiel à conduire à une paix significative et durable dans divers contextes africains. Par conséquent, l'étude se concentre sur la question centrale : Comment ces institutions traditionnelles vénérées exercent-elles leur influence pour façonner la dynamique des conflits et favoriser une paix durable ? Cette étude vise à mettre en lumière l'impact multiforme des institutions traditionnelles en offrant de nouvelles perspectives sur leur capacité à atténuer les conflits et à ouvrir la voie à une paix durable. À partir de deux études de cas au Ghana et au Burkina Faso, des entretiens d'experts ont été menés avec 16 chefs traditionnels, 18 experts en résolution de conflits et 8 groupes de discussion avec des groupes vulnérables et marginalisés, notamment des femmes, des hommes, des groupes de jeunes et des personnes handicapées. Les résultats révèlent que les institutions traditionnelles exercent une influence significative sur les trajectoires des conflits. Si elles peuvent perpétuer les conflits, elles jouent également un rôle essentiel dans la médiation et la promotion d'une paix durable. Les contextes historiques façonnent leurs stratégies d'adaptation, et leur impact sur le genre est évident à des degrés divers selon les conflits. Pour tirer parti du potentiel positif des institutions traditionnelles, il est impératif que les efforts de consolidation de la paix intègrent leurs pratiques et leur expertise dans les cadres formels de résolution des conflits. La reconnaissance des rôles nuancés des institutions traditionnelles et le renforcement de leur collaboration avec les acteurs étatiques et internationaux peuvent conduire à des processus de paix plus inclusifs et plus efficaces en Afrique. Cette étude apporte des éléments essentiels à l'élaboration des politiques et des pratiques, améliorant ainsi les perspectives d'une paix durable sur le continent.

Marie Deridder et Ibrahima Poudiougou : Autorités traditionnelles, élites locales et conflits dans le centre du Mali. Quelles transformations dans le temps long pour quels devenirs aujourd'hui ?

Jusqu'à récemment, le Mali se caractérisait par son apparente stabilité politique depuis le tournant démocratique des années 90. Le pays était présenté comme un exemple de démocratie électorale en Afrique de l'Ouest. Les anciennes rébellions touarègues semblaient confinées au nord du pays. La décentralisation de l'État était présentée comme une tentative réussie d'impulsion d'un processus démocratique sur l'ensemble du pays. Au cours de la première décennie des années 2000, il était donc difficile d'imaginer les bouleversements que le Mali connaîtrait à la suite de l'effondrement du régime de Kadhafi en Libye en 2011. Depuis une décennie, le Mali est confronté à une détérioration rapide de sa situation sécuritaire, de prises de contrôle militaires dans le sillage d'insurrections armées et djihadistes. Les interventions militaires internationales et les multiples opérations de maintien de la paix ont contribué à la militarisation de la région et renforcé les tensions au niveau local. Le retrait de l'État des zones contrôlées par différents groupes armés a fortement restreint et/ou conditionné l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux moyens de subsistance comme les pâturages et les champs. Dès lors, les

populations sont confrontées à des crises multiples et enchevêtrées. Dans cette communication, à partir d'une mise en discussion de terrains ethnographiques comparés situés en zone inondée et exondée dans le centre du Mali¹, nous discuterons d'abord la 1 Marie Deridder conduit des recherches ethnographiques au Mali, entre 2007 et 2009 dans le Delta intérieur du fleuve Niger et depuis 2007 à Bamako. I. Poudiougou conduit des recherches ethnographiques au Mali, en Pays Dogon et dans le Delta intérieur du fleuve Niger, depuis 2016. configuration et la pluralité des autorités dites 'traditionnelles' qui se sont construites au fil de l'histoire longue du centre du Mali. Nous expliquerons la transformation de leurs légitimités dans un contexte de captation de rentes issues des ressources naturelles (élevage, pêche et agriculture), des industries du développement et du tourisme, leur permettant de se constituer progressivement comme élites locales. Ambivalentes, ces dernières sont imbriquées dans des rapports complexes de domination et mobilisent diverses stratégies pour tenter de maintenir leur position hégémonique. Nous entendons déconstruire certaines représentations et fantasmes associés à ces acteurs comme étant extérieurs aux conflits en cours, ainsi qu'une apparente homogénéité des dites 'communautés locales' souvent présentées comme unifiée derrière une autorité dite 'traditionnelle' ou un 'leader communautaire'. Ensuite, dans le contexte actuel de conflits armés, nous nous interrogerons sur les possibilités et limites de ces élites locales dans un processus de pacification des conflits. Nous argumenterons que ces élites sont non seulement parties prenantes des conflits mais qu'une fois que des processus de discussion/négociation d'accords de paix sont engagés notamment avec l'Etat malien, leurs positionnalités et marges de manœuvre changent au sein des processus conflictuel. La compréhension des conflits en cours au Mali ne peut donc, selon nous, faire l'économie d'une analyse en termes de fragmentation des groupes ethnico-professionnels, de dynamiques de subalternisation dans le temps long et d'un rapport tendu avec une élite bamakoise plurielle, interrogeant les légitimités et représentativités contemporaines des autorités dites "traditionnelles".

Ada Djabou : Femmes, pratiques culturelles et restauration de la paix dans les sociétés traditionnelles du Nord Cameroun

Dans les sociétés traditionnelles africaines en général, celles du septentrion camerounais en particulier, l'on a su développer des stratégies pour instaurer la paix et des moyens de résolutions des conflits. La femme nantie du pouvoir de négocier, de persuader joue un rôle non négligeable comme médiatrice dans la résolution et la gestion des conflits. Grâce à elles, la paix a régné dans plusieurs localités du Nord-Cameroun. Elle intervient pour édulcorer les tensions et rechercher un compromis honorable pour que les parties en conflit parviennent à un consensus. Les autorités traditionnelles se sont très souvent servies de la femme pour résoudre les conflits que ce soit au niveau national ou international. Quelles sont les stratégies adoptées par la femme pour réguler l'ordre social ? Quelles sont les techniques et pratiques culturelles utilisées par elle pour la paix et le développement durable ? Telles sont les interrogations autour desquelles s'oriente notre problématique. Cet article a pour objectif d'analyser et de mettre en exergue l'apport féminin dans la construction de la paix. Il s'articule autour de deux points essentiels. Nous analysons premièrement le rôle que la femme joue dans la prévention des conflits par le biais des alliances matrimoniales et l'éducation de ses progénitures et deuxièmement nous ressortons la marge de manœuvre de la femme dans la résolution des conflits et la restauration de la paix. Pour mener à bien cette étude nous nous sommes appuyés sur les sources orales, écrites, et iconographiques.

Seybou Djibo : Rôle des écoles juridiques traditionnelles et musulmanes dans la stabilité des sociétés subsahariennes

Les sociétés africaines traditionnelles sont régies par une pluralité de normes juridiques en coexistence dont le but principal est l'instauration de la paix et la stabilité sociale. La principale caractéristique du droit coutumier africain est d'être un droit qui dans le fond ne cherche que la

cohésion sociale. Ainsi, les objectifs principaux de la justice coutumière sont le maintien de la paix sociale et la prévention des mécanismes de vengeance en instaurant un système de compensation à la victime afin que son honneur soit rétabli. Quant aux sanctions coutumières, elles visent à éviter tout acte de récidive. Avec l'introduction de l'Islam, le Droit islamique s'est aussi introduit en Afrique Subsaharienne. C'est à partir de l'Afrique Septentrionale que l'Islam a réalisé son expansion en direction de l'Afrique Noire. Cette expansion est antérieure à la colonisation européenne. C'est ainsi que les droits coutumiers africains avaient subi l'influence de l'Islam. Mais, il est à noter que dans les pays noirs africains islamisés, les coutumes ancestrales n'ont pas totalement disparu. Ce qui explique pleinement le - 2 - dualisme des institutions judiciaires africaines entre le droit purement africain et le droit islamique. Par conséquent, partout en Afrique Noire, la coutume et le droit islamique coexistent et les tribunaux indigènes n'éprouvent aucune difficulté à faire un compromis entre le droit coutumier africain et certains principes de la Charia car l'objectif final de la justice traditionnelle africaine n'est point de punir, pour éviter de porter atteinte à la cohésion sociale, mais plutôt de trouver une solution acceptable pour toutes les parties assises autour de l'arbre à palabre. De ce fait, les coutumes africaines ont eu la force d'abroger une bonne partie du droit musulman applicable en Afrique Noire.

Nana Firmin : Les institutions traditionnelles à l'épreuve des approches institutionnalistes : cas des usages politiques des alliances et parenté à plaisanterie au Burkina Faso

En convoquant l'institutionnalisme pour saisir les alliances et parenté à plaisanterie, le but est principalement de produire des éléments nouveaux de connaissance sur cette forme institutionnelle qui régit les interactions entre certains groupes sociaux ou ethnolinguistiques à partir des perspectives théoriques de l'analyse du fait institutionnel telle que pratiquée par la science politique. La posture a donc été de combiner les différentes approches y relatives afin d'insister sur l'utilité de surmonter les discours scientifiques qui " idéalisent " exclusivement les alliances et parentés à plaisanterie. Certes, celles-ci mettent en exergue des formes d'interactions possédant des vertus de pacification des ordres sociaux et des échanges sociaux ; nécessitant ainsi leur consolidation pour une gestion optimum des altérités dans la société. Toutefois, la perspective institutionnaliste de ce type d'interaction montre combien il est pertinent de prendre aussi en compte l'historicité, les contextes socioculturels d'émergence, les rationalités des acteurs afin de comprendre, d'une part, les logiques évolutives et de manifestation des alliances et parentés à plaisanterie dans des sociétés africaines aujourd'hui régies par des sortes de pluralisme juridique. D'autre part, analyser ce phénomène au prisme de l'institutionnalisme permet d'appréhender les usages sociopolitiques, surtout intéressés, dont il est l'objet de la part d'acteurs exclusivement motivés par la matérialisation de leurs intérêts spécifiques au risque de dévoyer les vertus initiales des alliances et parentés à plaisanterie.

Anne Hennings : Les institutions de la paix ? Autorités coutumières et réforme foncière d'après-guerre en Afrique de l'Ouest

La contestation de l'accès et du contrôle des terres et des ressources naturelles est souvent à l'origine de conflits et de violences à plus grande échelle. Dans ce contexte, des acteurs non étatiques ont combattu le pouvoir exclusif des chefs suprêmes lors de la guerre civile en Sierra Leone (1991-2002). Les chefs suprêmes n'ont pas seulement été les gardiens de la terre, mais sont restés les gardiens du pouvoir économique et sociopolitique. Au lendemain de la guerre, la position des chefs suprêmes a été renforcée et utilisée comme mécanisme de construction d'une paix durable en lieu et place d'autres acteurs de la gouvernance locale. Aujourd'hui, 20 ans plus tard, le droit coutumier a été formellement institutionnalisé dans le cadre d'une nouvelle réforme foncière saluée par la communauté internationale. Cette nouvelle législation progressiste vise non seulement à soutenir une paix durable à long terme, mais aussi à contrôler le pouvoir des

chefs suprêmes en créant une version moins verticale et plus consensuelle des institutions coutumières.

En m'appuyant sur l'approche de la recherche ethnographique sur la paix et sur divers séjours de recherche entre 2016 et 2023, j'analyse les liens entre la réforme agraire d'après-guerre et la gouvernance locale en Sierra Leone. Cette étude de cas approfondie donne un aperçu des conflits d'autorité et des tentatives de collaboration sur la base d'une observation participante et d'entretiens avec des agents de l'État, des représentants des autorités coutumières, des membres d'organisations de la société civile et des membres de la communauté. En particulier, j'examine de plus près les dynamiques les plus récentes entre les représentants de l'État, les autorités coutumières et les différents groupes communautaires. J'accorde une attention particulière à la manière dont les chefs suprêmes utilisent leur position nouvellement renforcée dans la résolution des conflits liés à la terre. Dans le même temps, j'étudie dans quelle mesure ils aggravent les conflits nés des récents changements en matière de gouvernance foncière. Ceci étant dit, je discute de manière critique de la façon dont les organisations internationales et les gouvernements ont considéré les chefs suprêmes comme des agents clés pour la construction d'une paix durable. Cet article contribue à la recherche sur la consolidation de la paix, la réforme de la gouvernance foncière et les sociétés en transition.

Ferdinand de Jong : Séparatisme et occultisme : le rôle des femmes dans le processus de paix au Sénégal

Dans la région de la Casamance au Sénégal, le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) lutte pour l'indépendance politique depuis 1982. Bien que les Femmes de la Forêt Sacrée aient été initialement impliquées dans le déclenchement de l'insurrection, elles se sont ensuite tournées vers le processus de paix. Dans cet article, je cherche à analyser l'évolution du rôle des femmes de la forêt sacrée dans le processus politique de la région de Casamance. Connues pour leurs pouvoirs occultes, j'analyse le capital symbolique qu'elles apportent au processus politique.

J'ai rencontré les Femmes de la Forêt Sacrée lors de mes recherches sur Le Joola, un ferry reliant la capitale régionale Ziguinchor à Dakar, qui a chaviré en 2002, faisant près de 2 000 morts. Dans la panique morale qui a suivi la catastrophe, toutes sortes de méthodes ont été employées pour établir la culpabilité. Dans ce contexte, les Femmes de la Forêt Sacrée ont divagué et accusé le mouvement séparatiste MFDC d'être à l'origine du naufrage. Cette accusation était logique : en raison des barrages routiers, de nombreux passagers avaient décidé de voyager en ferry. La pression qu'elles ont exercée sur le MFDC a abouti à un traité de paix qui est toujours en vigueur aujourd'hui.

Les institutions traditionnelles de résolution des conflits sont souvent considérées comme des institutions a-historiques. Toutefois, si l'on examine l'historicité des "institutions traditionnelles", il apparaît que, tout en étant "traditionnelles", les Femmes de la Forêt Sacrée sont parfois financées par l'aide au développement. On peut dire qu'elles opèrent dans différents registres et passent d'un code à l'autre. Dans cet article, j'examine comment l'occultisme constitue un capital symbolique qu'elles mettent au service de leurs membres. En accord avec les critiques récentes de la théorie de la sécularisation, cet article soutient que ces femmes dé-sécularisent le domaine politique dans le processus de réparation de la nation.

Miédome Kam : Kekole et le maintien de la paix chez les Jãana (Djan) au Burkina Faso

La mort se présente comme la phase sociale la plus visible chez les Jãana. En effet, à l'étape de la mort, toutes les composantes auxquelles appartient l'individu décédé manifestent une visibilité sur le terrain (clan, famille, village). Les funérailles occupent une place primordiale à l'occasion d'un décès. Elles se passent en plusieurs cérémonies dont :

La phase de danse funèbre (*biō*) qui dure trois jours, avec tous les rituels qui l'accompagnent ;

Les cérémonies de *yanyu* (marché) qui se passent soit au troisième (quand il s'agit d'un homme) ou quatrième (quand c'est une femme) marché - généralement de Nicéo- pour autoriser les membres de la famille à participer aux différentes manifestations de joie ;

Kekɔle qui est une cérémonie pouvant intervenir plusieurs mois après le décès. L'essentiel des rituels ici se résume à la consultation d'un devin (*kɔɔ*) qui agit en " expert " pour confirmer ou infirmer la cause de la mort et prescrire les différents sacrifices expiatoires à faire pour que règne la paix dans la famille et dans le clan.

Il y a d'autres rites qui peuvent s'accomplir dans le programme des obsèques chez les Jāana tel que *e li gbo siira hāa* (aller prendre lestels au champs).

A partir d'entretiens que nous avons menés (en 2007), une recherche documentaire et aussi une " anthropologie chez soi " (F. Ouattara, 2007) nous avons choisi de nous intéresser à la cérémonie de " *Kekɔle* comme moyen de maintien de la paix chez les Jāana au Burkina Faso ". Il s'agit pour nous d'examiner les différents aspects de cette cérémonie qui contribuent à faire régner la paix dans cette communauté et voir sa portée socio-anthropologique dans la société burkinabé.

Pauline Kazembe : "Je sais pourquoi l'oiseau en cage chante" : Une exploration féministe africaine du rôle du *gwenyambira* féminin dans la promotion d'une paix durable dans le Zimbabwe d'après 2000

Gwenyambira est le nom d'un joueur de *mbira* (piano à pouces) accompli. Le *gwenyambira* est une figure importante des traditions musicales zimbabwéennes et est considéré comme celui qui unit tous les êtres animés et inanimés. Ainsi, les traditions musicales *mbira* accompagnent tous les aspects des événements communautaires tels que les mariages, les cérémonies d'investiture, les rituels de pluie, les travaux des champs, les naissances et les rites funéraires. Les chercheurs ont observé que les femmes zimbabwéennes étaient traditionnellement marginalisées et n'avaient que peu d'accès à la musique traditionnelle, profondément associée aux croyances ancestrales et aux traditions patriarcales. Cette étude cherche donc à mettre en avant le travail de certaines femmes zimbabwéennes qui ont franchi les limites imposées par le patriarcat et sont parvenues à se faire respecter en tant que *gwenyambiras* compétentes. En utilisant une perspective théorique féministe africaine, l'étude explore le rôle des femmes *gwenyambiras* en tant qu'acteurs clés dans les conflits et la consolidation de la paix dans l'ère post-2000 au Zimbabwe. L'après 2000 est une période historique unique qui représente une étape précaire et volatile de la décolonisation du Zimbabwe. Elle se caractérise par un rancœur socio-économique et politique émanant de la décision du gouvernement zimbabwéen de reprendre possession des terres des anciens colons blancs par le biais du tristement célèbre programme de réforme agraire accélérée (Fast Track Land Reform Programme). Le milieu socio-économique et politique de l'après-2000 a connu des changements radicaux qui ont exacerbé la violence politique. Outre les difficultés économiques, il y a eu des divisions au sein des partis politiques au pouvoir et de l'opposition, des élections contestées et des manifestations violentes contre les dirigeants du pays. C'est au milieu de tous ces développements sociopolitiques et de ces luttes de pouvoir phallogocratiques que les femmes zimbabwéennes *gwenyambiras* s'interrogent sur les conflits existants et imaginent la paix et la réconciliation. L'étude postule que la fusion des valeurs féministes africaines et des pratiques musicales traditionnelles des femmes offre des cadres plus larges et plus nuancés pour conceptualiser le phénomène socio-idéologique du conflit et de la construction de la paix dans le Zimbabwe contemporain.

Sophie Komojuni : Impact des programmes internationaux d'aide humanitaire et de consolidation de la paix sur l'autorité traditionnelle

Ce document traite de l'impact à long terme des programmes internationaux humanitaires et de consolidation de la paix sur la transformation et le (re)positionnement permanent de l'autorité coutumière dans le nord de l'Ouganda. Les *rwodi* (chefs traditionnels de la tribu Acholi en Ouganda) ont récemment été confrontés à l'exercice de l'autorité à la fin de l'ère humanitaire dans

le nord de l'Ouganda post-conflit. L'autorité traditionnelle est passée par plusieurs phases dans le conflit, le rétablissement de la paix et maintenant le processus de consolidation de la paix dans la région. D'abord déplacés eux-mêmes pendant la guerre entre la LRA et l'UPDF, ils ont joué un rôle déterminant dans les négociations de paix avec les rebelles, ont été cooptés par des acteurs extérieurs en tant qu'habitants "appropriés" pour soutenir le processus de retour, de réhabilitation et de réinstallation des personnes anciennement enlevées et ont soudain dû à nouveau se débrouiller seuls, sans influence extérieure, et revendiquer leur autorité dans une société transformée par le conflit, les rwodi ont dû se réinventer et se positionner (à nouveau). Alors qu'ils avaient été largement soutenus par les donateurs internationaux pendant le processus de paix, sous la forme d'un renforcement des capacités, d'une reconnaissance et d'un soutien matériel, ce soutien a maintenant largement pris fin, après plus de dix ans de "paix". Cette situation a déclenché plusieurs transformations de l'autorité publique au sein de l'institution culturelle. Une leçon clé tirée de ces événements est fondamentalement ce que signifie être "le local" dans le discours de consolidation de la paix et comment cela affecte l'autorité publique. Par exemple, les rwodi ont dû se positionner en permanence pour répondre aux exigences du "local parfait", notamment en connaissant les mécanismes de la justice traditionnelle acholi et en devenant les gardiens entre les donateurs et la société. Une autre compétence clé que les rwodi ont dû acquérir est la capacité à attirer des financements lorsque le travail avec les acteurs externes est devenu la norme et que la dynamique sociopolitique du conflit a changé, c'est-à-dire à la fin de la longue période d'interventions humanitaires et post-conflit dans le nord de l'Ouganda.

Sarah Yeukai Matanga : Les chefs traditionnels, gardiens de la paix ou auteurs de conflits? Une étude de cas du district rural de Mutoko au Zimbabwe

Le maintien de la paix est essentiel dans toute société, car un pays en paix favorise le développement et attire les investissements locaux et internationaux. Les chefs traditionnels jouent un rôle essentiel dans le maintien de la paix au sein de leurs communautés locales. Cet article examine le rôle que jouent les chefs traditionnels dans la résolution des conflits au niveau communautaire. L'étude est guidée par l'idée que charité bien ordonnée commence par soi-même, et dans ce cas, si une communauté résout les conflits à l'amiable, cela contribue également à la manière dont les conflits seront gérés au niveau national. Cette étude explore qualitativement les différentes façons dont la communauté sélectionnée a réussi à gérer les conflits de manière à garantir une paix durable. Pour ce faire, des entretiens en face à face ont été menés avec des dirigeants locaux du district de Mutoko afin de déterminer la manière dont ils gèrent les conflits politiques dans le district. La communauté locale est également interrogée de la même manière afin d'explorer la façon dont les conflits politiques sont gérés par les chefs traditionnels. Cela a également permis au chercheur d'examiner la densité des conflits d'une manière qui aidera à proposer des solutions durables pour une paix durable. Enfin, des informateurs clés seront interrogés, car ils contribueront à éclairer les résultats, notamment le conseil local et le bureau de développement social du district. L'étude s'appuie sur la théorie de l'éducation à la paix, dans laquelle j'insiste sur l'importance de l'éducation qui favorise une paix durable, en particulier dans les nations africaines. Les résultats seront discutés de manière thématique et présentés sous forme de récit. Les résultats de cette étude contribuent à la littérature existante sur les débats qui ont eu lieu pour traiter les différentes formes de conflits.

Missa Millogo : Place et rôle des *nanamse moose Saaga*, Kugri et Baongo dans les crises sociopolitiques au Burkina Faso (1945-2015)

À la fin du XIXe, les peuples et les États, du Burkina Faso, à l'instar de ceux du continent ont été explorés et conquis par la France. Les peuples d'alors passèrent au statut de sujet indigène et leurs chefs au statut d'administrateur auxiliaire chargé d'accompagner la puissance coloniale dans la mise en valeur du territoire. Cependant à la faveur de l'évolution singulière de la Haute-Volta, marquée par sa suppression en 1932, les soubresauts sociopolitiques nés de la mise en

place du système représentatif, des figures influentes apprirent sur la scène publique au Burkina Faso. Parmi ces figures on note les nanamse ou roi moose. Dans quelles mesures ces figures emblématiques ont-elles contribué à la promotion ou à la menace de la paix et la cohésion sociales au Burkina Faso de 1945 à 2015 ? Comment s'est caractérisé la situation sociopolitique de 1945 à 1956 ? Comment s'explique l'influence des nanamse moaga au Burkina ? Quels rôles ont-ils joué les nanamse Saaga, Kugri et Baoongo de 1945 à 2015 ?

Pour répondre à ces interrogations, a présente communication s'inscrit dans une perspective historique. Elle fait appel à une revue de littérature, à des sources d'archive à des sources orales et à une observation directe. Pour analyser le rôle de l'aristocratie moaga sur la scène publique la communication s'articule autour de trois points : caractéristiques générales de la situation sociopolitique de 1945 à 2015 ; le poids sociopolitique de la chefferie moaga au Burkina Faso ; le rôle des trois rois moose dans la gestion des crises politiques 1945 à 2015.

Dieter Neubert : Chances et limites des autorités (néo-)traditionnelles dans les processus de construction de la paix. Un point de vue comparatif

Depuis les années 1990, le débat sur la construction de la paix a pris en compte non seulement la diplomatie classique, mais aussi d'autres acteurs. Il s'agit des organisations de la société civile et des acteurs locaux, y compris les autorités néo-traditionnelles. Des études ethnographiques ont notamment souligné l'importance et la force des autorités néo-traditionnelles. Il existe des exemples frappants qui montrent le rôle important des autorités néo-traditionnelles dans la construction de la paix. Un examen plus approfondi de ces études donne une image moins claire. Le succès de la construction de la paix négociée par les autorités néo-traditionnelles peut ne pas être durable. Les conflits particulièrement longs compliquent l'application des modèles typiques de résolution des conflits par le biais de la compensation. Plus important encore, les arènes locales de conflit sont de plus en plus diversifiées et les acteurs néo-traditionnels ne sont souvent qu'un acteur parmi d'autres. Nous trouvons, pour n'en citer que quelques-uns, des forces armées nationales, des groupes rebelles plus ou moins organisés militairement et luttant pour des objectifs politiques/religieux/ethniques, des polices locales et nationales, des groupes de défense locaux (guerriers néo-traditionnels), des milices et même des mercenaires. En outre, les ONG nationales et internationales interviennent dans le cadre de l'aide humanitaire et/ou en tant que bâtisseurs de paix potentiels. Afin de développer une compréhension nuancée du rôle potentiel des autorités néo-traditionnelles dans la construction de la paix, nous avons besoin d'une vision plus systématique. En se basant sur des cas de conflits en Afrique de l'Ouest, du Nord et de l'Est, ce document met en évidence les différents acteurs engagés dans la guerre et les formes de conflits qui en résultent. Dans ce contexte, nous pouvons analyser les rôles potentiels des autorités néo-traditionnelles dans la construction d'une paix durable.

Adam Sandor : La contre-insurrection sur un fil : Gérer les menaces par le courtage au Niger

Le récent tournant "local" dans les études sur la paix et les conflits a permis de formuler une critique importante des approches dominantes de la consolidation de la paix, de l'édification de l'État et de la stabilisation à l'échelle internationale. Cette contribution problématise le postulat du cadre de la paix locale selon lequel les solutions locales pour transformer les situations de conflit armé, souvent basées sur des pratiques traditionnelles de résolution des conflits, s'opposent au pouvoir disciplinaire et colonial qui sous-tend les efforts libéraux et internationaux de construction de l'État. En m'appuyant sur un travail de terrain ethnographique multi-sites entrepris au Niger, je soutiens que, dans certains contextes, les pratiques locales de résolution des conflits sont mieux comprises comme une forme de *gestion de la violence* mise en œuvre par le biais de pratiques de courtage. Dans leurs tentatives pour faire face aux divers contextes d'insécurité violente et d'insurrection du pays, les autorités gouvernementales nigériennes ont combiné des actions militaires anti-insurrectionnelles avec une stratégie de cooptation de l'élite locale pour étouffer la

dissidence rurale et rendre les challengers armés moins intéressants sur le plan politique ou moins capables sur le plan militaire. L'article montre comment les efforts des institutions gouvernementales financées par des donateurs, notamment la *Haute Autorité pour la Consolidation pour la Paix* (HACP), servent en quelque sorte de chambre de compensation de courtage qui distribue des ressources financières et symboliques à des courtiers locaux qui utilisent ensuite leur capital symbolique et coercitif dans des contextes locaux pour limiter le développement d'insurrections violentes. Ces pratiques de courtage démontrent toutefois les compromis nécessaires pour maintenir ce que le gouvernement considère comme un niveau acceptable de stabilité politique au Niger, ce qui l'aide à conserver sa position au sein de la communauté internationale en tant que "point d'ancrage de la stabilité" dans le Sahel. En permettant les pratiques de ces courtiers locaux et de ces entrepreneurs violents, cette stratégie gouvernementale gère la violence et négocie ses "formes acceptables" (telles que la violence armée associée à des activités illicites comme le trafic de drogue, l'exploitation artisanale de l'or, et le trafic de migrants irréguliers), pour aider à contrer les formes "inacceptables" qui remettent en cause les partenariats internationaux du Niger en matière de sécurité (c'est-à-dire les insurrections djihadistes violentes). Ainsi, bien qu'elles impliquent indubitablement des formes traditionnelles et anciennes de résolution des conflits, ces pratiques locales ne favorisent pas une paix locale, mais seulement des moments de *calme* locaux et une stabilité qui n'est en rien émancipatrice ou transformatrice.

Evans Shoko : Autorités traditionnelles, règlements coutumiers et paix de l'eau au Zimbabwe

Historiquement, l'administration de l'eau était un élément central des lois et règles coutumières générales de chaque société ancestrale. En ce qui concerne l'accès à l'eau en milieu rural, la paix implique le respect du droit d'accès à l'eau à des fins productives et domestiques, facilité par des règles coutumières vieilles de plusieurs générations. Parfois, l'État est relativement peu présent, ce qui laisse les habitants des zones rurales utiliser les règles coutumières pour gérer les sources d'eau. Ces règles coutumières relatives à l'accès à l'eau sont gérées par les autorités traditionnelles. La collaboration des municipalités (par l'intermédiaire des conseillers et des fonctionnaires locaux) avec les autorités traditionnelles est essentielle pour assurer un accès optimal à l'eau aux habitants des zones rurales. Cependant, l'acceptation de la légitimité des autorités traditionnelles par les communautés locales est également essentielle pour la paix dans le domaine de l'eau. Cette étude a cherché à répondre à ces questions essentielles : Comment le conflit entre les politiques officielles et les règles coutumières en matière d'eau est-il géré au niveau local ? Comment les règles coutumières, telles qu'elles sont mises en œuvre par les autorités traditionnelles, relient-elles les relations sociales et atténuent-elles les conflits au niveau local ? L'étude a utilisé un modèle de recherche phénoménologique pour explorer les règlements coutumiers facilités par les autorités traditionnelles et la paix dans le domaine de l'eau dans les zones rurales du Zimbabwe. Les participants étaient un échantillon de 30 membres d'une communauté rurale du Zimbabwe (femmes = 13, chefs de communauté = 10). Les données ont été collectées par le biais d'entretiens approfondis. L'analyse thématique a révélé que les conflits liés à l'accès à l'eau peuvent être résolus avec l'aide des autorités traditionnelles, en utilisant les règles coutumières, bien qu'elles puissent nécessiter un soutien juridique pour être appliquées. Bien que certaines autorités traditionnelles aient réussi à utiliser les règles coutumières pour préserver la paix écologique et gérer les conflits liés à l'eau en milieu rural, la participation des femmes reste relativement faible. Enfin, les conflits entre les bureaucrates locaux et les autorités traditionnelles ont conduit à une mauvaise mise en œuvre des projets hydrauliques.

Adetayo Olamide Sowale : Institutions traditionnelles, insurrection de Boko Haram et opérations de contre-insurrection dans le nord-est du Nigeria

À l'époque précoloniale du Nigeria, les institutions traditionnelles constituaient le pivot des mécanismes de justice, de gouvernance et de paix. Avant l'avènement du régime colonial britannique, la gouvernance dans les différentes sociétés qui constituent actuellement l'État nigérian postcolonial était assurée par diverses institutions traditionnelles telles que les émirs et les Shehu dans le nord du Nigeria et les Alaafins d'Oyo, Ooni d'Ife, Oba de Benin, Onogie d'Uromi dans le sud du Nigeria. Les institutions traditionnelles qui incarnaient les systèmes religieux, exécutif et judiciaire, à l'exception de la société égalitaire Igbo précoloniale, ont été maintenues dans l'ère post-indépendante de l'État nigérian. Depuis qu'il est devenu un État souverain le 1er octobre 1960, le Nigeria a connu divers bouleversements politiques et sécuritaires qui ont conduit à la guerre civile (1967-70), laquelle a menacé d'exterminer la coexistence des différents groupes ethniques qui avaient été regroupés en 1914 par le gouvernement colonial britannique. Le Nigeria a commencé à connaître de graves problèmes de sécurité dans les années 1990 et depuis sa transition vers la démocratie en mai 29th, 1999. L'émergence de la crise du delta du Niger, menée par les Vengeurs du delta du Niger et le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND), a enflammé la vie politique. Comme si cela ne suffisait pas, le Nigeria s'est retrouvé au bord du gouffre lorsque les militants de Boko Haram ont déclenché leurs activités néfastes de destruction de vies et de biens dans le nord-est en raison de leur campagne contre l'éducation occidentale au Nigeria. Alors que le chômage et la pauvreté sont considérés comme les principales causes de l'insurrection, les actions et l'inaction des institutions traditionnelles dans le nord sont rarement considérées comme un autre moteur important de l'insurrection de Boko Haram. À l'aide de sources de données primaires et secondaires, l'étude conclut que les institutions traditionnelles contribuent à l'émergence de l'insurrection de Boko Haram tout en ayant la capacité de faciliter la réussite des opérations de contre-insurrection dans le Nord-Est.

Meron Zeleke : L'agence des femmes dans la construction de la paix : Sinqee, institution coutumière de résolution des conflits dirigée par des femmes en Éthiopie

Le discours dominant sur la position des femmes dans les systèmes de justice coutumière en Afrique met l'accent sur la forte disparité entre les sexes, les droits des femmes et le pouvoir traditionnel (masculin) étant souvent décrits comme des entités incompatibles et des ennemis éternels. En fait, les préjugés sexistes du régime coutumier sont décrits comme étant tellement enracinés que certains appellent même à un désengagement complet des institutions coutumières (Whitehead et Tsikata 2003). Ce document vise à présenter l'action des femmes et le rôle important qu'elles jouent dans les tribunaux coutumiers en Éthiopie en critiquant la thèse de la marginalisation, qui dissimule cette action des femmes dans les tribunaux coutumiers. Ce chapitre présente la présence active des femmes Arsi dans les processus décisionnels socio-judiciaires, en s'appuyant sur le cas de l'institution Sinqee, une institution coutumière de résolution des conflits dirigée par des femmes.

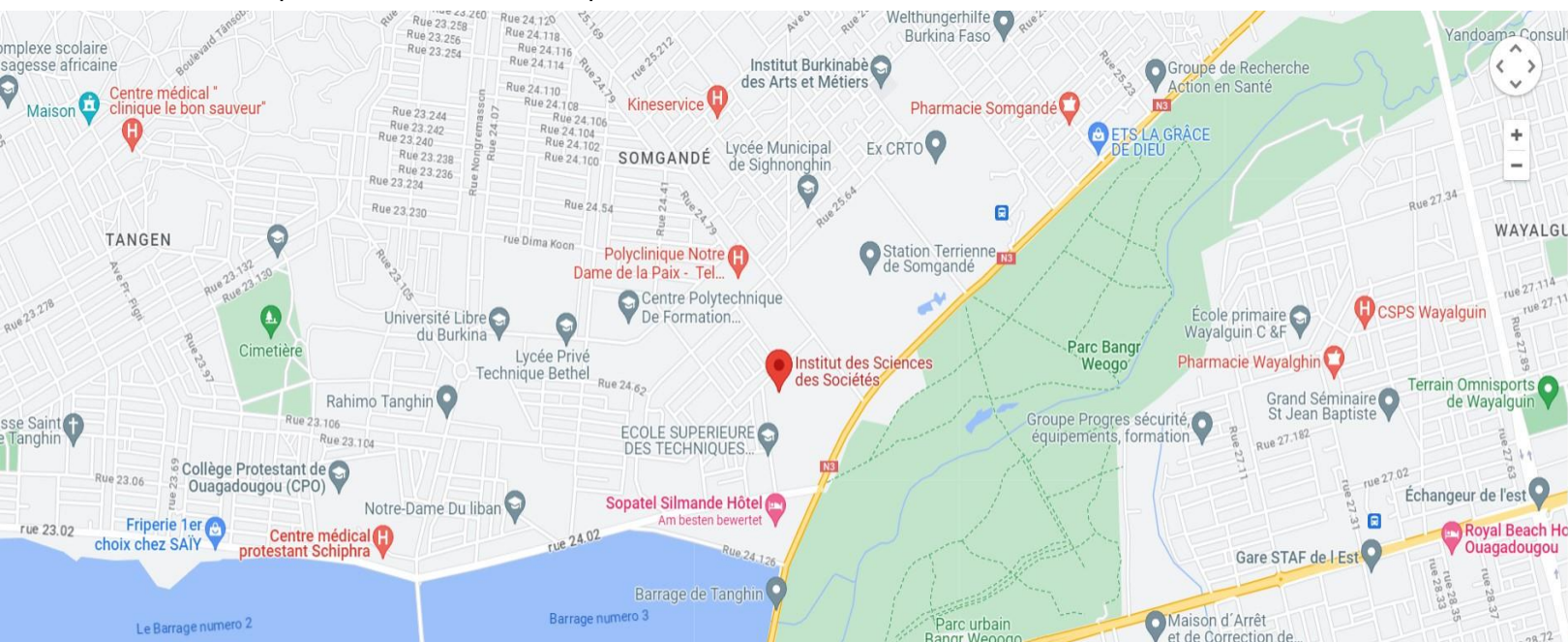
Informations générale pour les participants de la conférence MIASA à Ouagadougou

Formalités avant le départ pour le Burkina Faso

- Veuillez noter que vous devez être vacciné contre la fièvre jaune. Votre carnet de vaccination sera contrôlé à l'aéroport. Nous vous conseillons également de prendre une prophylaxie contre le paludisme.

Hotel et autres infos

- L'hôtel de la conférence est **l'Hôtel Silmandé**, Route de Kaya, Ouagadougou Tél : +226 25 35 62 62. Les chambres sont équipées du wifi, de l'air conditionné, de la télévision et du service en chambre. Pour plus d'informations : <http://www.sopatelsilmande.com>
- Veuillez noter que **toute facture personnelle à l'hôtel** pour le mini-bar, le service de blanchisserie et le téléphone doit être payée par vous-même.
- Le service de **navette de l'hôtel** vous conduira de l'aéroport à l'hôtel à Ouagadougou. Le chauffeur vous attendra à la sortie de l'aéroport avec un **panneau "Silmandé"**.
- Vous pouvez changer de l'argent à l'aéroport (1 euro = 655,957 FCFA).
- Pour **votre vol retour**, veuillez utiliser les facilités **d'enregistrement en ligne** sur le site de la compagnie aérienne avec laquelle vous voyagez. Vous pouvez imprimer les cartes d'embarquement à l'hôtel ou les récupérer à la consigne à bagages de l'aéroport de Ouagadougou.
- Le service de navette de l'hôtel vous conduira également à l'aéroport pour votre vol de retour. En général, le transfert se fera **trois heures avant le départ de votre vol**. De plus amples informations à ce sujet seront communiquées lors de la conférence.
- Une **navette vous conduira chaque jour de l'hôtel au lieu de la conférence et inversement**. En fait, l'INSS n'est qu'à **cinq minutes de marche de l'hôtel**. Vous pouvez donc décider de prendre le bus ou de marcher.



Lieu de la conférence

- La conférence aura lieu à **l'Institut des sciences des sociétés (INSS)**. Pour plus d'informations, veuillez consulter : <http://inss.gov.bf>
- Le lieu est entièrement équipé pour les présentations Powerpoint et les conférences virtuelles.
- La **participation en ligne** sera possible via zoom.
- Une **traduction simultanée (anglais-français)** sera assurée pendant la conférence.

Remboursement de frais du voyage individuelle

- Nous pouvons rembourser vos frais personnels pour la demande **de visa et le transfert à l'aéroport de votre pays d'origine, ainsi que les tests Covis si nécessaire**. Veuillez conserver tous les justificatifs correspondants. Veuillez noter que nous ne pouvons **pas rembourser les vaccins contre le Covid ou la fièvre jaune, ni la prophylaxie contre le paludisme**.
- Veuillez noter qu'à Ouagadougou, nous ne pouvons vous rembourser qu'en monnaie locale FCFA. Si vous préférez un transfert d'argent après l'atelier, veuillez conserver tous les reçus/factures et envoyer des copies par e-mail à : scholze@em.uni-frankfurt.de
- Veuillez également joindre **une lettre** dans laquelle vous indiquez le titre de l'atelier, votre adresse privée ainsi que le nom et l'adresse de votre banque, le numéro de compte (IBAN également si possible) et le code swift. Veuillez adresser cette lettre à:

Université Goethe
à Dr. Marko Scholze
Norbert-Wollheim-Platz 1
60323 Francfort/Main, Allemagne
VAT Reg.No. DE114110511

Repas

- Pendant l'atelier, vous prendrez votre petit-déjeuner à l'hôtel.
- Le déjeuner sera servi sur le lieu de l'atelier.
- Pour le dîner, nous sortirons dans des restaurants sélectionnés.

Urgences et assistance

- Si vous rencontrez des **difficultés sérieuses lors de votre voyage** à Ouagadougou (si vous manquez le vol ou la correspondance, annulation d'un vol, etc.), veuillez contacter immédiatement notre agent de voyage, **Mme Sabine Zeck**. Elle est la seule à pouvoir vous aider dans cette situation. Vous pouvez communiquer avec elle via whatsapp. Veuillez lui envoyer un message au numéro suivant **+49 179 9030390**
- Si votre vol a un **retard important de plusieurs heures**, veuillez contacter l'hôtel Silmandé (+226 25 35 62 62) afin de reprogrammer votre transfert à l'aéroport.
- Si vous rencontrez des problèmes, veuillez appeler Mme Ouali Laetitia (INSS), whatsapp : +226-70458144 ou Marko Scholze whatsapp : +41-784006609